



CONFERENCE SUR LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES REGIONALES DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

N'Djaméan, le 29 mai 2019

DISCOURS
DE MONSIEUR LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET
ALLALI MAHAMAT ABAKAR

- Mesdames, Messieurs les Présidents des Grande Institutions de la République ;
- Mesdames, Messieurs les Membres du Gouvernement ;
- Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs ;
- Messieurs les Représentants des organisations internationales et régionales ;
- Mesdames, Messieurs les Partenaires Techniques et Financiers;
- Mesdames, Messieurs les Députés ;
- Mesdames, Messieurs, les opérateurs économiques,
- Mesdames, Messieurs les directeurs généraux et directeurs de services ;
- Mesdames, Messieurs les représentants des milieux universitaires ;
- Mesdames, Messieurs les représentants de la société civile ;
- Mesdames, Messieurs les responsables des organes de Presse ;
- Distingués invités ;
- Mesdames, Messieurs.

D'emblée, je voudrais saluer la présence de chacune et chacun de vous à cette importante **Conférence sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique sub-saharienne**. L'engagement personnel de Son Excellence Monsieur IDRIS DEBY ITNO, Président de la République, Chef de l'État et Chef du Gouvernement et celui du peuple tchadien, à la résolution des crises en Afrique nous commande, nous décideurs et techniciens tchadiens, d'avoir une bonne connaissance des défis et opportunités auxquels font face les pays d'Afrique sub-saharienne. La participation active de tous les Africains à la recherche de solutions idoines aux défis de développement de notre cher continent est un idéal que les Pères-Fondateurs de l'Union Africaine ont appelé de tous leurs vœux. Idéal pour lequel les Chefs d'États œuvrent toujours sans relâche.

C'est donc fort opportunément que le Fonds Monétaire International nous donne l'occasion, à travers ses publications périodiques consacrées à l'Afrique

subsaharienne sur les sujets spécifiques, d'enrichir nos connaissances et nous fournir des pistes d'action en vue de susciter, en nous, une meilleure contribution au développement de notre continent.

L'édition d'avril 2019 nous présente, en premier lieu : **les perspectives macroéconomiques sur fond d'incertitude des variables de nos économies**. Puis, il sera question **des conséquences économiques des conflits**. **La zone de libre échange continentale, lancée très récemment par l'Union Africaine**, fera l'objet de la dernière déclinaison de notre thème d'aujourd'hui.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Tout en laissant le soin au Représentant résident du FMI de présenter en profondeur ces sujets, les enseignements tirés de la présente édition nous interpellent à plus d'un titre.

Il en ressort que quand certains pays dépourvus de ressources naturelles devraient bénéficier d'une croissance d'au moins 5% ainsi que d'une hausse de revenu par habitant plus rapide que la moyenne mondiale à moins terme, d'autres pays riches en ressources naturelles, comme le nôtre, accuseraient une croissance plus faible.

Ce paradoxe s'explique par, entre autre, la baisse de la demande mondiale de matières premières consécutive à la contraction des économies chinoise et de la zone euro, le dérèglement climatique et son impact sur le secteur agropastoral de l'Afrique sub-saharienne, le poids de la dette publique, la fragilité du système de financement de l'économie, l'insuffisance des infrastructures de base.

A cette liste, il faut ajouter les défis sécuritaires permanents pour ce qui est du tableau du Tchad impacté par les conflits dans les pays limitrophes.

C'est face à ces défis exacerbés par la crise économique et financière induite par le triple choc de la baisse drastique des cours du pétrole, des préoccupations sécuritaires et de la question humanitaire des réfugiés et déplacés que le Gouvernement du Tchad a fait appel au FMI dès mi-2014 pour la mise en place d'un programme triennal soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) renforcé. En 2017, un nouveau programme avec prise en compte de la dimension sous-régionale des défis a été mis en œuvre.

Ce nouveau programme, qui a reçu l'appui multiforme d'autres partenaires techniques et financiers, repose sur la stratégie de stabilisation et de sortie de crise mise en place par le Gouvernement. Il nous a permis d'amorcer une relance de la croissance en 2018, après trois (3) années consécutives de récession.

A l'effet de protéger, de tout risque systémique, nos économies encore vulnérables, le programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) concernera, à juste raison, l'ensemble des 6 pays de la zone CEMAC. Nous y croyons car forts de l'appui constant et du plaidoyer de haut niveau, du Président de la République, IDRIS DEBY ITNO, auprès de ses pairs.

Mesdames, Messieurs,

Distingués invités,

Il m'importe de rappeler qu'avec notre ferme volonté de mettre en œuvre l'ambitieux mais réaliste programme des réformes, soutenu par nos partenaires techniques et financiers, les actions en cours que sont le règlement, dans les tous prochains jours, de 30 milliards du stocks des arriérés enregistrés au Trésor, l'apport de liquidité dans les banques à travers l'amélioration du taux de remboursement des obligations et bons publics ainsi que la mise en place de la commission nationale de recouvrement des créances des banques, devraient renforcer davantage le retour à la croissance à court et moyen termes.

La finalisation de l'audit de la dette intérieure assortie d'une stratégie d'apurement et sa mise en œuvre ainsi que l'audit et la restructuration des banques en difficulté devraient ramener la sérénité pour une croissance plus forte et soutenue à long terme.

Il est à souligner que nous ne perdons pas de vue l'indispensable mobilisation des ressources, la modernisation de nos services et l'amélioration de la qualité de la dépense publique.

Malgré ces perspectives favorables, des faiblesses structurelles qui limitent la résilience de notre économie subsistent. IL s'agit entre autres de sa faible diversification, des conditions prohibitives d'accès aux financements, de l'irrégulière disponibilité et du coût de l'énergie, des préoccupations quant au climat des affaires ; pour ne citer que ceux-là.

C'est ici le lieu d'exprimer les sincères remerciements du Gouvernement de la République et celles du Ministère des finances et du budget, en particulier, aux partenaires techniques et financiers pour leur soutien continu et multiforme.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Pour ce qui est de la déclinaison thématique portant sur les conséquences économiques des conflits, plus que tout autre pays, le Tchad connaît le désastre des conflits armés pour l'avoir subi et vécu dans sa chair.

Pour l'heure, nous vivons de plein fouet l'insécurité sous régionale, contenue hors de nos frontières par nos vaillantes forces de défense et de sécurité.

Notre présence au Mali, au Niger et au Nigeria, l'accueil de centaines de milliers de réfugiés à l'est, à l'ouest et au sud de notre pays et les incursions sporadiques des groupuscules intégristes armés nous font payer un prix particulièrement élevé pour assurer notre paix, notre quiétude, notre sécurité intérieure.

Outre leurs impacts sur notre potentiel de mobilisation de recettes fiscales et douanières, les situations à nos frontières et dans la bande saharo-sahélienne nous contraignent à consacrer près de 30% de nos ressources budgétaires aux dépenses de sécurité privant ainsi les secteurs productifs et sociaux de ces indispensables transferts budgétaires.

L'accumulation d'arriérés intérieurs résulte également de ce choix obligé imposé par la géographie et les circonstances particulières de la sous-région.

Nous sommes convaincus que les circonstances particulières de la sous-région sont bien perçues par nos partenaires. Cependant nous ne croyons pas qu'elles soient comprises à la pleine mesure des efforts consentis par notre pays et du fardeau qu'elles représentent pour nos populations.

Les finances publiques du Tchad ne doivent pas être auscultées suivant les critères standards communément appliqués aux pays sans contraintes particulières.

J'invite nos partenaires à nous réserver une approche circonstanciée tenant compte de tous les chocs que nous subissons : le choc des cours du pétrole dont les effets ne sont pas encore estompés, les chocs climatique, sécuritaire et humanitaire.

Pour notre part, nous pouvons les assurer que, sous la conduite vigilante, avisée de Son Excellence IDRIS DEBY ITNO, Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, nous ne relâcherons pas nos efforts pour préserver notre

sécurité intérieure, chèrement acquise et condition sine qua none pour tout essor économique et social.

Il est évident que sans la sécurité et la stabilité, Il ne peut y avoir ni croissance ni développement, encore moins programme.

Avant de finir mon propos, je voudrais me réjouir de l'écho, fait par l'Union Africaine, de la création de la zone continentale de libre-échange. Il est plus que jamais temps pour que cette initiative aboutisse rapidement à la consolidation d'un marché africain dynamique et fort en vue d'un développement durable et inclusif de notre continent. Les défis et obstacles ainsi que les opportunités exposées dans cette revue devraient nous encourager à davantage à l'actions.

Je ne doute pas un seul instant que les échanges que nous aurons lors de cette conférence contribueront incontestablement à une très bonne compréhension des enjeux et problématiques de nos économies, dans un monde en perpétuelles mutations.

Je vous remercie pour votre bien aimable attention.